ECOWAS
COMMISSION

COMMISSION DE LA
CEDEAO

COMISSÃO DA CEDEAO

PROJET D'APPUI AU STOCKAGE DE SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Deuxième réunion du Comité de Pilotage

RAPPORT FINAL

Togo – Lomé, le 14 mars 2017

I. INTRODUCTION

L'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO a organisé le 14 mars 2017 à l'hôtel Sarakawa de Lomé en République Togolaise, la deuxième réunion du Comité de Pilotage du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (projet stock CEDEAO).

Le projet est financé par la Commission de l'Union Européenne à travers la convention de financement CEDEAO-UE N° ROC/FED/24-947 à hauteur de 56 millions d'euros. Il est mis en œuvre par l'ARAA à travers la gestion centralisée indirecte de deux délégataires qui sont :

- l'Agence Française de Développement (AFD) pour les composantes 1, 2 et 3 ;
- l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) pour la composante 5,

et la gestion directe de la Délégation de l'Union Européenne à Niamey avec le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sècheresse dans le Sahel (CILSS) à travers le Centre régional AGRHYMET pour la composante 4.

Des actions de communication et de suivi-évaluation sont gérées directement par la Délégation de l'Union Européenne du Burkina Faso (plan de communication, conception et production des outils et produits de communication, visibilité du projet, suivi –évaluation itératif du projet et audits).

La deuxième réunion du Comité de Pilotage avait pour objectifs suivants de :

i. apprécier le rapport technique et financier de la période allant du 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016 ;
ii. apprécier le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) pour la période de Janvier 2017 à Décembre 2017 ;
iii. faire des recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet.

La préparation et le secrétariat technique de la réunion ont été assurés par l'ARAA.

II. PARTICIPANTS

Ont pris part aux travaux, les représentants des organisations et des Institutions membres du comité de pilotage suivants :

1. Président du Comité : Le Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la Commission de la CEDEAO, M. Tchambakou AYASSOR ;
2. Vice-Président du Comité : Le Commissaire en charge de la Sécurité Alimentaire, des Mines et de l'Environnement de la Commission de l'UEMOA, représenté par M. Bertin COMLANVI ;
3. Secrétariat du Comité : Le Directeur Exécutif de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO, M. Salifou OUSSEINI.

Membres :

- Le Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la Commission de la CEDEAO, M. Alain Sy TRAORE ;

- La Directrice des Affaires Humanitaires de la Commission de la CEDEAO, représentée par M. ALOZIE Amaechi ;
- Le Directeur de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Commission de l'UEMOA, absent ;
- Le Secrétaire Exécutif du CILSS, représenté par M. Mahalmoudou HAMADOUN ;
- Le Représentant de la Commission de l'Union Européenne, M. Vincent VIRE, Chef de la Coopération, DUE Togo ;
- Les Représentants des Délégations de l'Union Européenne au Burkina Faso et au Togo, respectivement, M. Amadou HEBIE et M. Eric Wérinoissi NENEHIDINI ;
- Le Représentant de l'Agence Française au Développement, M. Jean-René CUZON ;
- Le Représentant de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement, Madame Laura PIÑUELA ;
- Le Représentant du ROPPA, M. Djibo BAGNA ;
- Le Directeur Exécutif du Hub Rural, M. Yamar MBODJ ;
- Représentant du CSAO, M. Sibiri Jean ZOUNDI.

Par ailleurs, la réunion a enregistré d'autres participants provenant des délégations de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), du CILSS, du Centre Régional AGRHYMET, de l'APESS, du ROAC, du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique du Togo. Ces participants sont des observateurs.

La liste complète des participants est jointe en annexe.

III. CEREMONIE D'OUVERTURE

Le comité de pilotage du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest s'inscrit dans une série de comités de pilotage des projets mis en œuvre par l'ARAA. Une cérémonie d'ouverture unique a eu lieu pour l'ensemble des comités de pilotage. Elle et a été marquée par quatre allocutions prononcées par le Directeur Exécutif de l'ARAA, le Président du ROPPA, le Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la Commission de la CEDEAO et le Représentant du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique du Togo.

Le démarrage des travaux du comité de pilotage du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest, a été marqué par les mots des représentants des délégataires (AECID, AFD) et de l'Union Européenne.

3.1. Mot de la représentante de l'AECID

Pour Madame Piñuela, c'est un honneur pour l'AECID de participer à ce comité de pilotage. Elle a profité de l'occasion pour rappeler les résultats atteints concernant la composante 5 du projet en 2016 dont l'AECID assure la gestion déléguée des fonds. Il s'agit du lancement des processus de recrutement de cabinets pour l'élaboration du manuel de procédures de gestion de la Réserve et pour la campagne d'informations des Organisations de Producteurs (OP), de l'appui à la stratégie

institutionnelle de communication de l'ARAA, de l'appui à la coordination du projet et notamment la prise de service de l'assistant du coordonnateur. Pour finir, elle a reconnu l'appropriation des actions par la CEDEAO et les a vivement encouragés à continuer par jouer leur rôle de coordination et d'appui institutionnel à la Réserve.

3.2. Mot du représentant de l'AFD

Dans son mot, le représentant de l'AFD a fait part de quelques activités significatives du projet qui ont été mises en œuvre notamment la réalisation du premier achat de 11 230 tonnes de céréales, la contractualisation en cours avec les structures de stockage et la préparation de la contribution de la CEDEAO en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle dans le Nord Est du Nigéria.

Il a, par la suite, félicité l'équipe de gestion du projet pour le travail qui a été fait. Mais, après avoir déploré le retard accusé dans le processus de contractualisation avec les structures de stockage, il a recommandé une accélération de la mise en œuvre des activités notamment celles des composantes 2 et 3 du projet.

3.3. Mot du représentant de la Délégation de l'Union Européenne à Lomé

Monsieur Vincent VIRE a rappelé le contexte de rareté des ressources qui prévaut et insisté sur l'intérêt de l'Union Européenne pour la rationalité de l'utilisation des fonds mis à disposition dans le cadre du projet.

Pour ce qui concerne la condition de signer les contrats dans un délai de trois ans après la signature des conventions de délégation (D+3), Monsieur VIRE a mentionné qu'elle ne devrait plus constituer un blocage à la mise en œuvre des activités du projet.

Après avoir relevé quelques difficultés constatées dans la mise en œuvre du projet, il a mis l'accent sur la nécessité de :

- renforcer le suivi global et la coordination du projet, étant donné les difficultés ;
- mettre en place un comité de suivi ;
- clarifier rapidement le comité de gestion de la réserve et le statut de l'UTGR ;
- renforcer la communication.

3.4. Mot d'ouverture du Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la Commission de la CEDEAO

Monsieur Tchambakou AYASSOR a exhorté l'équipe de gestion du projet à garder à l'esprit que le succès du projet repose sur elle, et à poursuivre résolument la mise en œuvre des activités.

Il a, par la suite, remercié les partenaires pour leurs contributions avant de procéder au lancement des travaux.

IV. PRESENTATIONS

Après un tour de table en vue de permettre aux participants de se présenter, quatre présentations ont été faites par le chef de l'Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR). Ces présentations ont porté sur :

- le point de la mise en œuvre des recommandations du dernier comité de pilotage ;
- le rapport technique et financier de l'année 2016 ;

- les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ;
- la planification des activités de l'année 2017.

4.1. Point des recommandations du dernier comité de pilotage

Il ressort de cette présentation que les recommandations sont réalisées à plus de 60%. Le reste est soit en cours, soit partiellement réalisé.

Tableau 1 : Point de la mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage du 22 mars 2016

N°	Recommandations du comité de pilotage	Etat de mise en œuvre	Responsable	Observations
1	Diligenter la formalisation par la Commission de la CEDEAO d'un acte juridique portant création du Comité de Gestion de la RRSA	En cours	CEDEAO	Le projet de règlement portant création et fonctionnement du Comité de Gestion a été élaboré et introduit auprès du CAERE pour le Président de la Commission en vue de son adoption au Conseil des Ministres en 2017
2	Modifier le règlement C/REG.1/08/11 établissant l'ARAA pour intégrer l'Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR) dans l'Organigramme de l'Agence tel qu'adopté par le Comité Technique ministériel agriculture, environnement et ressources en eau de la CEDEAO à Dakar en 2015. Introduire le nouvel organigramme adopté par le Comité technique auprès des organes statutaires de la CEDEAO pour sa validation	En cours	CEDEAO	Le Projet de règlement modifiant l'organigramme de l'ARAA pour introduire l'UTGR a été élaboré.
3	Prendre en compte la contrainte D+3 (car aucun contrat ne pourra être signé au-delà de juin 2017) pour la passation de tous les marchés prévus pour toute la durée du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire y compris les contrats des experts recrutés			Concernant le renouvellement des contrats du personnel à la fin de 2016, un Mémo d'information du CAERE au Président de la Commission de la CEDEAO a été élaboré. Le memo concerne le renouvellement des contrats du personnel sur toute la durée du projet

4	S'appuyer sur les travaux de la task-force et l'expérience de ses membres pour accompagner le processus d'opérationnalisation de la Reserve Régionale de Sécurité Alimentaire notamment pour valider les études sur la Réserve financière et sur la cartographie des stocks privés réalisées par le PASANAO	Réalisée	CEDEAO	Atelier de validation des stocks privés tenu le 5 octobre 2016 en marge de la réunion du RESOGEST-Etats membres et acteurs.
5	Pour le premier achat de vivres, autoriser le recours à une procédure d'Appel d'offre international, conformément aux dispositions contractuelles entre la CEDEAO et l'UE	Réalisée	CEDEAO	Deux dossiers d'appel d'offre international ont été élaborés pour l'achat de 15000 tonnes puis de 21000 tonnes de céréales
6	Poursuivre le processus de demande de dérogation auprès de l'UE en vue de donner la priorité aux achats régionaux dans le cadre des prochains achats de vivres prévus sur le projet d'appui au stockage de sécurité en Afrique de l'Ouest	Réalisée	CEDEAO	Courrier du Président de la Commission envoyé au Chef DUE Ouaga le 12/07/2016
7	Veiller au déblocage de la contribution financière de la CEDEAO pour abonder le fonds ECOWADF (FRAA), destiné au financement des projets par l'ARAA (particulièrement la RRSA et autres priorités stratégiques)	Partiellement réalisé	CEDEAO	La commission de la CEDEAO a prévu de décaisser un million de dollars pour la reconstitution des stocks physiques de la RRSA dans le cadre de l'intervention au Nigeria
8	Mettre en place un Comité Ad Hoc d'appel d'offre pour la passation des marchés des différents appels sur le Projet Stock CEDEAO	Réalisée	CEDEAO	Comité en place à l'ARAA pour la passation des marchés avec appui de la Commission de la CEDEAO
9	Elaborer un manuel de projet regroupant l'ensemble des dispositions pratiques de mise en œuvre du projet y inclus la passation des marchés	Réalisée	CEDEAO	Le manuel de procédures a reçu l'ANO de l'AFD
10	En complément aux stocks de vivres mis en place dans le cadre du projet, pour la constitution de la réserve physique, encourager des Etats membres de la CEDEAO à mobiliser la contribution de 5% des stocks nationaux de sécurité alimentaire, tel que cela est prévu dans la convention relative au RESOGEST ; préparer et faire adopter par les membres du RESOGEST les mécanismes institutionnels devant traduire cet engagement.	En cours	CEDEAO	L'atelier RESOGEST du 3 au 5 octobre 2016 a permis de sensibiliser les pays sur le cadre de coopération RESOGEST qui prévoit la contribution de 5% de stocks nationaux de sécurité alimentaire.

11	Donner la priorité à la préparation de tous les DAO à lancer (avec l'objectif de la signature de tous les marchés avant le 30 juin 2017)	Réalisée	UTGR	32 marchés lancés et suivi (PPM/rapport suivi Unité de Passation)
12	S'appuyer sur les capacités et l'expertise des structures nationales en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire pour assurer la gestion des stocks de la RRSA en vue de minimiser les coûts afférents à cette opération	En cours	UTGR	Contractualisation en cours avec les structures nationales de stockage pour la réception, l'entretien et la maintenance des vivres de la RRSA
13	Budgétiser et recruter le comptable du projet	Non réalisée	UTGR	L'AECID pense qu'il ne faut pas le programmer sur la composante 5 (renforcement des capacités de l'ARAA), mobiliser les imprévus de l'AFD d'où la nécessité de réaménager les budgets
14	Recruter un assistant technique au profit de la CEDEAO prévu au niveau de la composante ECOAGRIS et réaménager le budget de ladite composante	Réalisée	CILSS	L'Expert base de données ECOAGRIS a pris ses fonctions
15	Appliquer la nouvelle grille salariale du CILSS au personnel ECOAGRIS en relation avec la DUE à Niamey	En cours	CILSS	Avis à manifestation d'intérêt a été lancé le 26 janvier 2017
16	Donner une suite favorable aux requêtes de réaménagement budgétaire et d'alignement du personnel ECOAGRIS à la nouvelle grille salariale du CILSS	Réalisée	UE	
17	Programmer la date de l'évaluation à mi-parcours pour fin décembre 2016 au lieu de juin 2016 conformément à la convention signée le 13 juin 2013 entre l'UE et la CEDEAO	Réalisée	UE	Evaluation mi-parcours réalisée, rapport final disponible
18	Finaliser les outils de communication conformément aux dispositions des TDR et de la Convention de financement signée entre la CEDEAO et l'UE et veiller à récupérer les supports de communication exploitables/modifiables auprès du Consultant en vue de pouvoir procéder plus tard à d'autres améliorations	Réalisée	UE	Voir les outils de merchandising, vidéo, site web, brochures, déroulants

4.2. Synthèse des réalisations de l'année 2016

Les principales réalisations techniques dans le cadre de la mise en œuvre du projet au cours de l'année 2016 sont les suivantes :

Composante 1

- Mobilisation des structures nationales de stockage pour la réception, la maintenance, l'entretien et la gestion quotidienne des stocks de la réserve physique : 8 pays (Niger, Burkina Faso, Ghana, Togo, Benin, Sénégal, Mali et Nigeria) ont fait des propositions pour le stockage. Une capacité totale de 63 600 tonnes a été proposée dont 17 500 tonnes en phase de contractualisation ;
- Réalisation d'achats pour la réserve physique : contrats signés avec quatre fournisseurs pour la livraison de 11 230 tonnes de céréales pour un montant total de 4 905 932,9 euros ;
- Appel d'offres en cours, portant sur 21 000 tonnes de céréales ;
- Préparation d'une intervention d'une valeur d'un million USD en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle au Nord Est du Nigeria ;
- Projet de règlement portant création et fonctionnement du Comité de Gestion de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) élaboré et en instance d'être soumis pour adoption par le Conseil des Ministres.

Composante 2 : Appui aux systèmes de Stockage nationaux et développement des capacités de RESOGEST

- Relance du Réseau des Offices et Sociétés nationales de stockage ;
- Signature de MoU entre la CEDEAO et 2 pays (Togo, Sénégal) pour la mise en œuvre des activités au niveau national. Le processus est en cours pour les autres pays.

Composante 3 : Appui aux stockages de proximité

- Mise en Réseau des acteurs des stocks de proximité : concertations régionales et adoption d'une feuille de route ;
- Validation de l'étude de la cartographie des stocks privés réalisée dans six (06) pays à savoir : Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal.

Composante 4 : ECOAGRIS

- Accord signé entre la CEDEAO et le Centre Régional Agrhymet pour la mise en œuvre de la composante 4 ;
- 12 sous-systèmes du dispositif ECOAGRIS validés ;
- Mise à disposition des équipements informatiques dans 17 pays ;
- Plateforme logicielle ECOAGRIS élaborée et validée ;
- 15 pays ont formalisé le Cadre National ECOAGRIS ;
- 11 pays intègrent le Cadre Harmonisé dans leur politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Composante 5 : Appui au renforcement des capacités de l'ARAA

- Réunion annuelle Info-Stocks tenue en février 2017 ;
- Suivi et analyse de la situation d'insécurité alimentaire dans la sous-région réalisés à travers des notes d'aide à la décision (6 notes élaborées) ;
- Evaluation à mi-parcours réalisée ;

- Audit annuel des comptes du projet réalisé ;
- Capacités de l'ARAA renforcés : communication, passation de marchés, refonte du Site Web, formations du personnel, équipements, revue de procédures.

Les réalisations financières se présentent comme suit :

1. Par rapport au budget de 2016

Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaire et taux de réalisation physique par rapport au budget de 2016

Composante	Budget COPIL 2016	Exécution 2016 (*imprévus 2015)	Taux d'exécution budgétaire	Taux de réalisation physique
Composante 1 -	6 546 203 €	299 813 €	4,58%	58,44%
Composante 2 -	96 500 €	0 €	0,00%	14,29%
Composante 3 -	611 925 €	49 165 €	8,03%	20,51%
Imprévus 1,2,3	79 914 €	79 922 €	100,01%	100%
Composante 4 - ECOAGRIS	12 220 103 €	5 463 632 €	44,71%	60,32%
Composante 5 - (appui en nature de l'AECID)	543 100 €	44 866 €	8,26%	35%
Composante 5 - (appui en espèces de l'AECID)	1 119 072 €	514 955 €	46,02%	60,21%
Imprévus C5	33 243 €	0 €	0,00%	0
Communication, suivi-évaluation, audit	1 300 000 €	553 282 €	42,56%	100%
Imprévus Convention mère	2 200 000 €	0 €	0,00%	0
TOTAL	**24 750 060 €**	**7 005 635 €**	**28,31%**	**56,10%**

*Budget réaménagé 2016 C4

Après les paiements des montants des contrats d'achat de céréales signés en février 2017, la situation de la Composante 1 changera substantiellement. Le taux de réalisation financière de cette dernière passera à 79,52%, et le taux global de réalisation financière à 52%.

2. Par rapport au budget global du projet

Tableau 3 : Taux global d'exécution budgétaire

COMPOSANTE	Budget total	Exécution			Taux d'exécution cumulé	
		1ère année	2ème année	3ème année	Total cumulé	(en %)
	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	
Composante 1 -	**20 026 000**		299 813		299 813	1,50%
Composante 2 -	**2 700 000**				0	0,00%
Composante 3 -	**5 000 000**		49 165		49 165	0,98%
Imprévus 1,2,3	**832 000**	79 922			79 922	9,61%
Composante 4 -	**18 000 000**	1 340 403	5 463 632		6 804 035	37,80%
Composante 5 - (EN NATURE)	**1 266 800**		44 866		44 866	3,54%
Composante 5 - (EN ESPECES)	**3 047 000**		514 955		514 955	16,90%
Imprévus C5	**172 200**					0,00%
Communication, suivi-évaluation, audit	**1 300 000**		553 282		553 282	42,56%
Imprévus CONVENTION mère	**2 200 000**					0
TOTAL	**54 544 000**	**1 420 325**	**6 925 713**	**0**	**8 346 038**	**15,30%**

4.3. Présentation des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du projet

Plusieurs recommandations ont été faites dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours (tableau 4) regroupées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Recommandations de l'évaluation à mi-parcours du projet

N°	Recommandations	Responsable	Mesures envisagées pour la mise en œuvre de la recommandation
1	Renforcer la cohérence interne	Coordination du projet	Des réunions du Comité Technique de Suivi seront organisées, la coordination avec ECOAGRIS sera renforcée
2	Renforcer la synergie avec le PASANAO	Coordination du projet	L'étude sur la Réserve financière menée par PASANAO sera validée, les entreprises ou projets innovants sur la fortification seront pris en compte lors de l'achat de farines enrichies
3	Constituer la documentation mémoire du projet	Coordination du projet	Les documents du projet seront archivés et publiés sur le site web de la RRSA
4	Améliorer l'efficience des activités	Coordination du projet	
5	Créer un Comité Technique de Suivi	COPIL	Un mémo sera soumis au CAERE concernant la mise en place du CTS

6	Rééquilibrer les composantes 1, 2, et 3 dans la mise en œuvre du projet	Equipe RRSA	Les structures nationales de stockages et les stocks de proximité seront au cœur des activités du PTBA 2017
7	Tester la réserve	Equipe RRSA	Une intervention au Nigeria en deux phases avec 1130 tonnes (mil, sorgho et maïs) Phase 1 et 750 tonnes de riz (phase 2) sera réalisée pour les populations en insécurité alimentaire dans les Etats du Nord-est.
8	Proactivité de l'AFD et de l'AECID dans le suivi de la mise en œuvre du projet	AFD et AECID	Participation au CTS et traitement en urgence des Avis de Non Objection
9	Renforcement du mécanisme de gouvernance	CEDEAO	Introduire au Conseil des Ministres le règlement portant création du Comité de gestion
10	Démontrer l'appropriation de la CEDEAO par des engagements financiers	CEDEAO	Actions à mener par le DAERE/ CEDEAO
11	Etudier les modalités de lever de la D+3	UE	Informations provenant de la DUE Ouagadougou : élaborer des avenants aux conventions AFD-CEDEAO ; AECID-CEDEAO
12	Faciliter la gestion du projet entre les DUE	DUE	
13	Evaluer le fonctionnement de la plateforme	ECOAGRIS	Ateliers JRC - UE pour validation de la plateforme et le lancement officiel de la plateforme à Abuja
14	Opérationnaliser le système de suivi-évaluation itératif / cadre logique, indicateurs SMART	DAI	DUE Ouaga – envoyer l'expert en suivi-évaluation itératif pour contribuer à définir les indicateurs SMART et préparer le document cadre logique avec l'équipe du projet et pour approbation par le comité technique de suivi

4.4. Présentation de la planification 2017

Les documents (PTBA 2017 et plan de passation des marchés) diffusés aux membres du COPIL en préparation de la réunion ont été élaborés en tenant compte de la contrainte de la règle D+3.

Compte tenu de l'annulation annoncée de cette condition, la dynamique de passation de marchés, les livrables, l'enchaînement des activités et le budget devront être révisés en conséquence.

Pour cette raison, uniquement la liste des activités envisagées par composante sur la période a été présentée dans le tableau qui suit :

Tableau 5 : Planification des activités pour l'année 2017

Composantes	Activités planifiées
C.1.1.1. Appui à l'unité technique de gestion de la Réserve Régionale, au système de gouvernance et au suivi-évaluation	- Prise en charge du personnel de l'UTGR, matériel et équipement ; - Fonctionnement de l'UTGR ; - Introduction au Conseil de Ministres des projets de règlements du Comite de Gestion ; - Atelier annuel Etats Membres, RESOGEST ; - Validation de l'étude sur les modalités opérationnelles de la Réserve Financière ; - Assistance technique ponctuelle ; - Assurer l'audit externe de la RRSA.
C1.1.2. Appui à la mise en place des outils d'intervention de la Réserve régionale (stock physique)	- Livraison de11 230 tonnes de céréales (DAO 1) ; - Finalisation DAO 2 achat de céréales ; - Assurer le stockage des produits avec les structures nationales ; - Assurer le suivi et le contrôle de la qualité des stocks ; - Lancer et évaluer l'achat de farines enrichies ; - Finaliser l'intervention au Nord Nigeria.
C1.1.3 : Contribution au diagnostic qualité des infrastructures de stockage nationales (missions de vérification de l'état des infrastructures de stockage)	- Vérification des magasins au Nigeria
C1.1.4. Appui à l'élaboration d'un code de conduite sur la bonne gouvernance des stocks	- Etude de capitalisation des bonnes pratiques sur la bonne gouvernance des stocks et le code de conduite ; - Atelier régional de validation ; - Edition du code de conduite ; - Assurer la participation des acteurs régionaux aux discussions du code.
C2.2.1 : Appui à l'harmonisation des politiques nationale de stockage de sécurité	- Sélection du cabinet ; - Validation des MoU avec les pays ; - Validation des plans de travail et des budgets-pays ; - Finalisation et validation des lignes directrices régionales ; - Appuis aux pays pour l'élaboration/actualisation des politiques nationales et instruments de gouvernance des stocks.
C2.2.2 : Appui au développement des capacités du RESOGEST et de ses membres en vue d'accroître la mutualisation des compétences techniques et l'utilisation des réserves alimentaires nationales à l'échelle régionale	- Mobilisation des compétences techniques des sociétés nationales de stockage ; - Conception d'un mécanisme opérationnel de mutualisation des stocks nationaux ; - Appui à la mise en place d'une capacité d'animation permanente du RESOGEST et atelier régional RESOGEST.
C3.1.1. Appui à l'amélioration de la connaissance des stocks de proximité existants, des législations, des modes de gestion technique et des mécanismes financiers en vigueur	- Lancement du marché, réalisation et validation de l'étude d'amélioration des connaissances ; - Lancement du marché, réalisation et validation de l'étude sur les modèles de gestion et lancement d'un cursus de formation ; - Lancement du marché, réalisation et validation de la charte de fonctionnement des stocks de proximité et la stratégie de mise en réseau.

C3.1.2. Appui à la conception participative d'une stratégie de promotion des stocks de proximité insérée dans la stratégie régionale de stockage	- Etudes regroupées dans les études C3.1.1
C3.1.3. Appui au renforcement des capacités, mise en réseau et contractualisation	- Etudes regroupées dans les études C3.1.1
C3.1.4. Appui à la mise en œuvre de projets pilotes de gestion des risques	- Finalisation des TDR (expertise externe), lancement et finalisation de l'étude de capitalisation des expériences en cours sur les instruments de mutualisation du risque prix et risque production et la conception d'un système d'assurance récolte adaptée aux stocks de proximité ; - Finalisation du dossier des demandes de propositions (DP) pour la réalisation de projets pilotes, évaluation des offres et sélection
C4.1.1 Le dispositif ECOAGRIS est mis en place et opérationnel au niveau national et régional	- Appui au fonctionnement des Comités Techniques Nationaux ECOAGRIS ; - Appui à la maintenance et l'interconnexion des équipements informatiques ; - Développement des modules thématiques (opérationnalisation de la plateforme) ; - Appui à la mise à jour régulière de la base de données ; - Promotion de l'utilisation de l'Intranet (travail collaboratif) ; - Appui au renforcement des capacités nationales (collecte et analyse des données SAN).
C4.1.2 Les systèmes d'information sur la situation alimentaire-nutritionnelle et la vulnérabilité des ménages sont renforcés au niveau national et régional	- Appui à l'amélioration des méthodologies et outils utilisés pour l'analyse HEA ; - Appui aux systèmes d'alerte précoce des pays pour une meilleure intégration des enquêtes sur le HEA ; - Appui aux enquêtes-ménages dans tous les pays CILSS/CEDEAO.
C4.2.1. Les dispositif nationaux et régional de suivi et d'information sur le niveau des stocks sont mis en place et opérationnels	- Appui à l'établissement de la situation de référence pour les différents types de stocks ; - Appui à l'élaboration de méthodologie appropriée de suivi des stocks ; - Appui à la mise en œuvre du système de suivi périodique de stocks via RESOGEST.
C4.2.2. Le Cadre Harmonisé d'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle est renforcé au niveau national et régional	- Appui à l'amélioration de l'outil Cadre Harmonisé d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; - Appui à la mise en place et l'animation des cellules nationales sur l'utilisation du cadre harmonisé ; - Appui à l'organisation des ateliers nationaux et régionaux d'analyse cadre harmonisé ; - Promotion du cadre harmonisé dans les pays non encore couverts ; - Elaboration et diffusion des outils d'information et de communication sur le cadre harmonisé.

C5.1 : Appui au fonctionnement de la Cellule d'Information et d'aide à la décision et à la réalisation des outils d'aide à la décision	- Prise en charge du personnel de la cellule info-stock (CIS)de l'UTGR, matériel et équipement ; - Fonctionnement de la Cellule Infos-Stock ; - Participation aux réunions PREGEC, RPCA, CH ; - Réunion annuelles Info-Stock ; - Expertises court terme ; Appui technique ; - Mise en place des procédures d'intervention de la réserve (Manuel de procédures et Manuel de communication entre CIS/UTGR et ECOAGRIS).
C5.2 : Appui à l'harmonisation des critères de déclenchement des réserves nationales et de la réserve régionale, intégrant la concertation entre les parties prenantes du financement des stocks à l'échelle nationale et régionale	- Etude de capitalisation des expériences et enseignements méthodologiques des plans de contingences nationaux ; - Elaboration du plan de contingence régional ; - Missions d'appuis aux sociétés nationales et Systèmes d'Information sur la sécurité alimentaire (Cellules CH nationales, SIM, SAP) ; - Missions d'évaluation des instruments de gouvernance des stocks nationaux.
C5.3 : Appui à la mise en place et au fonctionnement du mécanisme de mobilisation et de reconstitution de la réserve alimentaire régionale	- Etudes du mécanisme de mobilisation et de reconstitution de la réserve, Manuel de procédures/code de conduite approvisionnement ; - Atelier de validation des manuels des études et manuels de procédures.
C5.4 : Appui global - Renforcement des capacités globales de l'ARAA	- Prise en charge du personnel de passation des marchés et de la communication de l'AARA, matériel et équipement ; - Fonctionnement de la Cellule de communication (édition des supports d'information, site web) ; - Appui à la formation du personnel de l'ARAA ; - Lancement du marché pour la certification des procédures de l'ARAA ; - Réalisation des audits annuels.

V. SYNTHESE DES POINTS DE DISCUSSION SOUMIS AU COMITE

En plus des discussions suscitées par les différentes présentations, les points ci-après ont été discutés :

- Orientations du comité de pilotage pour la finalisation du plan de travail (activités programmées), budget annuel et du plan de passation des marchés pour 2017 sans la contrainte de la D+3 ;
- Renforcement de l'équipe du projet par le recrutement d'un comptable ;
- Réaménagement du Cadre logique du projet pour avoir des indicateurs SMART;
- Création d'un Comité Technique de Suivi conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours ;
- Contraintes budgétaires pour la poursuite des analyses du Cadre Harmonisé (CH) à la fin de 2017 ;
- Insuffisance des moyens financiers pour la collecte des données dans les pays ;
- Prise en charge de la connexion internet dans les pays (services sectoriels et services nationaux) à la fin de 2017 ;
- Le faible taux d'exécution financier du projet ;
- La non finalisation des contrats avec les structures nationales de stockage ainsi que la non livraison des céréales du premier achat ;

- La question de l'utilisation des magasins construits par l'UEMOA dans les pays pour le stockage des produits de la RRSA ;
- La mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours ;
- Les mécanismes de déclenchements et d'opération utilisés pour l'intervention au Nigeria étant donné que le manuel de procédures n'est pas encore disponible ;
- La question de la réserve financière et de la contribution de la CEDEAO ainsi que des Etats à la mise en œuvre de la RRSA ;
- La diffusion des notes techniques d'aide à la décision ;
- La prise en compte des représentants du RESOGEST dans la composition du comité de pilotage ;
- La justification du nombre élevé d'études planifiées dans le cadre du projet ;
- La question du financement du Cadre Harmonisé dans les pays ;
- La prise en compte de l'aliment bétail dans la constitution des stocks de la RRSA ;
- La question des points focaux dans les pays pour la mise en œuvre du projet ;
- La mise en place des instances de gouvernance de la RRSA.

VI. RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit des différentes parties prenantes :

A l'endroit de la Coordination du projet :

1. Elaborer le rapport sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours en indiquant les mesures déjà mises en œuvre et préparer une feuille de route accompagnée du budget y afférent ;
2. Améliorer le format de présentation du plan de travail ;
3. S'appuyer sur les Directeurs des structures nationales comme points focaux dans les pays où elles existent et, dans les pays sans structures de stockage, sur ceux proposés dans les MoU pour la mise en œuvre de la composante 2 ;
4. Réaménager le cadre logique du projet en collaboration avec toutes les parties prenantes ;
5. Faire la compilation de toutes les études prévues dans le cadre du projet en assurant la cohérence et la complémentarité pour proposer le mécanisme de mise en œuvre (Tdr, capitalisation interne d'études, consultants court terme, long terme, publication, diffusion, dates de livraison) pour éviter des doublons et épargner les ressources ;
6. Accélérer la mise en œuvre des activités ci-après :
   - Contractualiser avec le Nigéria (structure de stockage et intervention avec le NEMA) ;
   - Contractualiser avec les structures de stockage pour le premier achat ;
   - Capitaliser les bonnes pratiques de gouvernance des stocks ;
   - Valider l'étude sur la Reserve Financière (PASANAO) ;
7. Renforcer la communication à travers l'élaboration d'une stratégie de communication commune des composantes et un budget unique (consolidation des budgets disponibles sur chaque composante). Si un budget supplémentaire est nécessaire, mobiliser les imprévus des délégataires et la ligne de communication à la DUE Ouaga.

A l'endroit du Centre Régional AGRHYMET

8. Proposer une réallocation des ressources en vue de combler l'écart de ressources nécessaires pour la poursuite des activités du Cadre Harmonisé.

A l'endroit de la Commission de la CEDEAO

9. Recruter un comptable dédié au projet ;
10. Faire mettre en place le comité technique de suivi du projet et proposer sa composition, sa mission, son fonctionnement et un budget. Veiller à faire participer un représentant du RESOGEST ;
11. Préparer et faire adopter les avenants aux contrats entre la CEDEAO et l'AECID d'une part et l'AFD d'autre part ;
12. Faire prendre les décisions sur la création de la réserve financière et du Comité de gestion de la RRSA.

A l'endroit de l'UE

13. Notifier à la CEDEAO la résolution sur l'accomplissement de la D+3 pour entamer l'élaboration des avenants nécessaires aux conventions de financement affectées.

VII. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été marquée par le mot de remerciement du Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO á l'ensemble des participants. Le Commissaire a invité les uns et les autres à veiller à la mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage.

Fait à Lomé le 14 Mars 2017

Le Président du Comité de pilotage

Monsieur Tchambakou AYASSOR

Commissaire chargé de l'Agriculture,
de l'Environnement et des Ressources
en Eau de la CEDEAO

Liste des participants

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
1.	Nigeria	FOUAD MOHAMMED	Point Focal	DARD ECOWAS	Kingfahadms42002@gmail.com
2.	Burkina	IBRAHIM Aliou	Secrétaire Général	APESS	sg@apess.org/ibrahimaalion.apess@gmail.com
3.	Burkina	ROUAMBA Pascal	Conseiller Régionale	Coopération Suisse	pascal.rouanba@eda.admin.ch
4.	Burkina Faso	HAMADOUM Mahalmoudou	Coordonnateur	CILSS	Mahalmoudou.hamadoum@cilss.int
5.	Burkina Faso	HEBIE Amadou	Chargé de programme Résilience Sécurité Alimentaire	DUE-Ouga	Amadou.hebie@eens.europe.eu
6.	Burkina Faso	SANOU Soumaila	Président du Réseau Ouest Africain des Céréaliers (ROAC)	ROAC	cieb@fasonet.bf sanou_toggo@yahoo.fr cc : nouchag@gmail.com
7.	Cote d'Ivoire	KAMGA Jiadiais	Directeur Associé	JRK Management & Gouvernance	Jr.jiadiais@jrkmangov.com
8.	Espagne	PINUELA Laura	Conseillère Régionale	AECID	Laura.pinuela@aecid.es
9.	Espagne	JUAN Aja Andrés	Responsable de Projets Développement Rural et Sécurité Alimentaire et Nutrition - Programme de Coopération Espagnole-CEDEAO	Coopération Espagnole	Juan.aja@aecid.es
10.	Espagne	GARCIA MEYES Elena	Technicienne Coop Régionale	AECID	Elena.garcia@aecid.es

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
11.	France	ZOUNDI Sibiri Jean	Administrateur principal	Secrétariat CSAO/OC	Sibirijean.zoundi@ocde.org
12.	France	CUZON Jean René	Chef de projet	AFD	cuzonjr@afd.fr
13.	France	PAJOT Franck	Expert S/E	CEDEAO/ARAA	Franck_pajot@hotmail.com
14.	Niger	TRAORE Sy Martial	R/DSAM	CILSS/AGRHYMET	m.traore@agrhymet.ne
15.	Niger	MAMA Moussa	Responsable ECOAGRIS	AGRHYMET/CILSS	m.mama@agrhymet.ne
16.	Niger	DJIBO Bagna	Président du Réseau des Organisations Professionnelles et Paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	ROPPA	Bagna_djibo@yahoo.fr secretariat@roppa-afrique.org
17.	Niger	LONA Issaka	Expert Changement Climatique	CILSS/AGRHYMET	iolona@agrhymet.ne
18.	Niger	BAGOUDOU Abdou	Chef UFCA	CILSS-Aghrymet	a.bagoudou@agrhymet.ne
19.	Niger	ATTA Sanoussi	Chef Département Formation et recherche	Centre Régional AGRHYMET	S.Atta@grhymet.ne
20.	Niger	LY Souleymane Samba	Administrateur Interimaire	AGRHYMET	s.ly@agrhymet.ne/slysamba@yahoo.com
21.	Nigeria	HAAS Pierre	Conseiller Technique	DAERE/CEDEAO	Pierre.haas.ecowas@gmail.com
22.	Nigeria	ALOZIE Amaechi	PPO , Humanitarian and Social Affairs	CEDEAO	aloziea@yahoo.com

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
23.	Nigeria	AYASSOR Tchambakou	Commissaire AERE	CEDEAO	Tchambakou.ayassor1952@gmail.com
24.	Nigeria	TRAORE SY ALAIN	DADR	ECOWAS	atraore@ecowas.int
25.	Nigeria	TARR Benetta	PPO/External relations ECOWAS	ECOWAS	btarr@ecowas.int
26.	Sénégal	CHEIKH Cissokho	Président d'honneur	ROPPA	
27.	Sénégal	MBODJ Yamar	Directeur Exécutif	Hub Rural	yamarm@hubrural.org
28.	Togo	NAKORBA Murihatou	Assistante en Passation de marchés	ARAA	mnakorba@araa.org
29.	Togo	BLEIN Roger	Consultant Backstopping UTGR	Consultant	Roger.blein@bureau-issala.com
30.	Togo	DJABIGOU K.D. Alex	Assistant coordination à la PASSA-AO/ ARAA	PASSA-AO/ ARAA	kdjodigou@araa.org
31.	Togo	OURO-SAMA Abdul-Kiyam	Stagiaire à PASANAO	PASANAO/ARAA	ourosamakiyam@gmail.com
32.	Togo	KAKPO Kossi	Stagiaire	ARAA	Kossi.kakpo@gmail.com
33.	Togo	SOME Carine	Stagiaire	ARAA	Carimesome@yahoo.fr
34.	Togo	SALIFOU Ousseini	Directeur Exécutif	ARAA/CEDEAO	osalifou@araa.org
35.	Togo	DADE Haya	Expert Gestion Base De Données-ECOAGRIS	ARAA	h.dade@agrhymet.ne
36.	Togo	VIRE Vincent	Chef des opérations	DUE LOME	vincent.vire@eeas.europa.eu

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
37.	Togo	ALAGBE Jonas	Responsable des opérations	ARAA/CEDEAO	Jonas_fort@yahoo.fr
38.	Togo	TIENON Célestin	Expert Passation des Marchés	ARAA/CEDEAO	tienoncelestin@hotmail.com
39.	Togo	DABIRE Francis	Expert Communication	ARAA/CEDEAO	Francis_dab@yahoo.fr
40.	Togo	HOUSSOU-GOE Septime	Analyste Sécurité Alimentaire et Marché	ARAA/CEDEAO	hseptime@gmail.com
41.	Togo	KONATE Amadou Mactar	Coordonnateur PASANAO	ARAA/CEDEAO	konatemactar@gmail.com
42.	Togo	YABOURI Nahmsath	Expert Statisticien Informaticien	ARAA/CEDEAO	nyabouri@gmail.com
43.	Togo	LOMPO Malick	Responsable Cellule Info-Stocks	ARAA/CEDEAO	mlompo@gmail.com
44.	Togo	KOLANI Kanfitin	Expert Sécurité Alimentaire	ARAA/CEDEAO	kkolani@yahoo.fr
45.	Togo	GUISSOU Richard	Expert Planification	ARAA/CEDEAO	richardguissou@yahoo.fr
46.	Togo	ZONGO Mohamed	Chef Unité Administration et Finance -ARAA	ARAA/CEDEAO	zongomoha@yahoo.fr
47.	Togo	GADEA-SANCHO Alfredo	Coordonnateur du Projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire	ARAA/ CEDEAO	agadea33@hotmail.com
48.	Togo	NOUATIN Charles G.	Secrétaire Exécutif/Agriculture-commerce	ROAC	nouatincharles@yahoo.fr/roacwagn @hotmail.com
49.	Togo	ATANA Songhoi Abidé	Sociologue	MAEH	Reine.alama@yahoo.fr

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
50.	Togo	ASSOUGNON Lagno Djiedjom	Environnementaliste	MAEH Togo	lagnodjiedjom@gmail.com
51.	Togo	GLE Koffi Emmanuel	Chef Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR)	ARAA/CEDEAO	emmanuelgle@gmail.com
52.	Togo	BILGO Ablassé	Chef Unité Technique	ARAA/CEDEAO	ablassebilgo@yahoo.fr
53.	Togo	HASSAN Abdourahamane	FAO-RAF	Consultant	Abdourahamane.hassane@fao.org
54.	Togo	Comlanvi Bertin F.	Conseiller	UEMOA	dfcomlanvi@uemoa.int